agenzia fides
Fondata nel 1927
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org

AMERIQUE/COLOMBIE - Appel de l'Administrateur apostolique du Diocèse de Magangué : « l'enlèvement est la pire des actions »

Magangué (Agence Fides) – L'Administrateur apostolique du Diocèse de Magangué, en Colombie, S.Exc. Mgr Hernán Giraldo Jaramillo, Evêque émérite de Buga, a lancé un appel demandant à ce que soit respectée la vie et que les cinq personnes enlevées le vendredi 18 janvier sur le territoire de la commune de Norosi, dans la zone sud de Bolivar, toujours en Colombie, par le groupe Dario Castro appartenant à l'armée de libération nationale (ELN) soient remises en liberté.
S'adressant aux ravisseurs, l'Evêque a déclaré que « il existe d'autres moyens pour réclamer ce qu'ils considèrent comme un droit sans pour cela impliquer d'autres personnes. L'enlèvement est la pire des actions ». Dans ce contexte, il a ensuite ajouté : « Nous devons tous aspirer à la liberté. Il s'agit d'un élément essentiel, d'une caractéristique fondamentale de la dignité humaine ». Dans le cadre des négociations pour la paix dans le pays, l'Evêque a qualifié ces actions de « contradictoires » en ce qu'elles ont seulement pour effet de discréditer la position des groupes subversifs. Dans la note envoyée par la Conférence épiscopale à l'Agence Fides, on peut lire en outre : « S'ils veulent jouir d'autorité, ils doivent respecter la dignité humaine et ne pas prétendre quelque chose en mettant en danger la vie des autres ». Mgr Jaramillo a enfin rappelé aux familles des otages que la prière est la plus grande force en ce moment et que le Seigneur nous écoute toujours lorsque nous sommes en danger.
Les cinq personnes enlevées sont deux ingénieurs péruviens, un canadien et deux colombiens, tous salariés de la Société minière Geo Explorer. L'ELN a de son côté motivé l'enlèvement en ces termes : « le gouvernement a donné 99% des titres miniers relatifs à l'extraction dans la Serrania de San Lucas aux compagnies étrangères, laissant seulement 1% aux communautés qui habitent ce territoire ». Le groupe de rebelles revendique la défense des ressources naturelles comme bien commun. Les autorités continuent les opérations de recherche des otages.
(CE) (Agence Fides 23/01/2013)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it